

OBSERVATIONS prononcées à la suite de la communication de M. Thierry de Montbrial (*séance du lundi 7 juin 2004*)

Edouard Bonnefous : Permettez-moi de rappeler que l'entrée de la Turquie n'a jamais été envisagée lors des discussions de départ qui visaient à faire l'Europe. Nous parlions alors d'une Europe moins étendue et nous ne pensions pas à un passage de 12 à 27 membres. C'est donc une idée qui est apparue petit à petit. Néanmoins, il convient de noter premièrement que les Etats-Unis y ont toujours été favorables à cause de la position stratégique essentielle de la Turquie au point de vue naval des détroits. Il faudra donc, au cours des négociations, prendre en compte la position américaine.

Deuxièmement, n'oublions pas que le rôle de l'armée turque est resté capital depuis Atatürk. Or, si l'armée est en quoi que ce soit déstabilisée, les conséquences seront immenses sur la politique turque, avec le danger de voir émerger une majorité religieuse passionnée et fanatique.

Troisièmement, ayant vécu à cette époque là, je rappellerai le rôle déterminant qu'a joué en 1919 un ami de mon père, Franklin Bouillon, député français de Seine et Oise, qui a puissamment soutenu et favorisé la reconnaissance d'Atatürk. Si nous touchions le moins du monde à l'équilibre instauré alors entre les militaires et les religieux, nous prendrions un risque aux conséquences difficilement calculables.

*
* *

Emmanuel Le Roy Ladurie : Je définirai l'Europe comme étant la « post-chrétienté », ce qui ne veut pas dire que toute post-chrétienté aurait vocation à y entrer rapidement. Je pense en particulier à la Russie. Ma définition exclut bien sûr *ipso facto* la Turquie.

*
* *

Alain Plantey : La question qui vient de nous être présentée sous forme d'un brillant plaidoyer est très importante car bon nombre de nos concitoyens risquent de se déterminer, lors des élections européennes du 19 juin, en fonction de la position des partis sur la question turque.

Nous nous inquiétons des conséquences du déséquilibre qu'entraînerait un rejet de l'adhésion de la Turquie. Mais il nous faut aussi prendre en considération les contentieux qu'une entrée de la Turquie nous apporterait. La Turquie, par sa situation géographique, ce sont les problèmes de l'Iran, de l'Irak, de la Syrie et de beaucoup de pays du Caucase... En l'intégrant à l'Europe sans précaution, nous prendrions des risques lourds et gratuits.

Je crains que nous n'ayons tendance à envisager le problème turc en fonction d'éléments qui ne correspondent pas à l'instinct des peuples. L'erreur des constructions juridiques est de passer au-dessus de l'identité des peuples. On peut douter que l'instinct des Britanniques, celui des Français ou celui des Allemands soient en adéquation avec les positions de leurs gouvernements respectifs sur la question turque.

J'aurais volontiers imaginé que nous, la France ou l'Union européenne, traitions avec la Turquie, non pas sur un plan constitutionnel, mais par un traité négocié entre des puissances égales. La sagesse n'aurait-elle pas été d'admettre dès le départ que les Etats pouvaient passer des traités les uns avec les autres et se concéder réciproquement le libre passage des personnes et des biens etc. sans remettre en cause les principes constitutionnels.

*
* *

Jacques de Larosière : J'ai des doutes sur la possibilité de s'engager pour de longues années dans des négociations qui, année après année, montreraient que la Turquie n'est pas prête, qu'il faudrait reprendre l'ensemble des discussions etc. Ne serait-il pas plus sage, comme M. Alain Plantey l'a évoqué, de poser les bases d'un traité d'association qui donnerait à la Turquie l'essentiel des avantages économiques que lui donnerait l'adhésion, mais qui épargnerait à l'Europe les grands risques déjà énoncés ?

*
* *

Michel Crozier : N'oublions pas non plus de prendre en considération les problèmes démographique et culturel. Le système culturel profond de la Turquie est encore extrêmement éloigné de celui que nous avons réussi à développer en Europe. Or, à mes yeux, l'essentiel de l'identité européenne tient à la capacité que l'on a de se comprendre sans négocier. Il ne semble pas que cela puisse se produire avec la Turquie avant longtemps. Il nous faut réfléchir au fait que l'organisation interne de l'Europe serait complètement déséquilibrée si arrivait un nouvel entrant, culturellement différent, et fort d'une population supérieure à celle de l'Allemagne. Nous pouvons tenter de nous en tenir à des critères juridiques, mais il s'agit de plus que cela. Il s'agit des rapports humains, des rapports entre hommes et femmes etc. Nous nous trouvons actuellement pris dans un engrenage qui nous amènera inéluctablement à être confrontés à ces graves problèmes. Ne conviendrait-il pas d'arrêter cet engrenage pendant qu'il est encore temps ?

*
* *

Jean-Marie Zemb : En l'état actuel, la connaissance et l'appréciation des tenants et des aboutissants permet en effet d'envisager tout un éventail d'évolutions à moyen et à long terme qu'il serait imprudent de refermer unilatéralement à court terme. Deux hypothèses me paraissent néanmoins mériter d'être évoquées, l'une concernant l'inertie de certaines allergies et la seconde le risque d'une redistribution imminente des cartes.

Même si le souvenir de l'origine des « croissants » - la résistance des assiégés de Vienne en 1683 – s'est estompé, un certain ressentiment des héritiers de l'empire encerclé par l'alliance de la Fille aînée de l'Eglise et du Grand Turc mérite peut-être plus de considération de l'expérience qu'il perpétue que de reproche pour le manque de réalisme en matière de réconciliation. En Pannonie, la condition préliminaire la plus souvent formulée à l'admission de ce nouveau grand pays est la pacification radicale et durable des Balkans, ce qu'il ne faut pas obligatoirement interpréter comme une fin de non-recevoir si l'on veut bien ne pas entendre cette expression à la lettre.

A l'opposé de cette lenteur de la « psychologie des peuples » qui est plus facile à déplorer qu'à faire évoluer, la dénonciation par certains mouvement kurdes d'une trêve pluriannuelle pourrait dès avant la décision du Conseil programmée pour la fin de la présente année modifier si profondément et brutalement la donne que les calculs de probabilité pour le moyen et le long terme en seraient affectés en cours même de négociation. Ce serait alors un nouveau *Kriegsspiel* dont on imagine aisément que s'affronteront deux notions hétérogènes de « nation », l'une plus sociétale et jacobine et l'autre plus communautaire et fichtéenne.

En l'état actuel des informations sur les enjeux véritables, comment ne pas avoir le sentiment que les Réponses (!) différentes et parfois inattendues à cette Question (?) traduisent essentiellement des arrières-pensées, notamment électoralistes, sans fournir ni les pièces ni les instruments de l'analyse, à la différence de la communication géopolitique du jour ?

*
* *

Alain Besançon : Je voudrais, après le brillant plaidoyer en faveur de l'adhésion de la Turquie que nous venons d'entendre, faire ressortir ce qui relève de l'histoire, ce qui relève de l'utopie et ce qui relève du projet politique.

Nous avons certes une citation de Valéry qui disait que « l'histoire est un produit très dangereux de la chimie de l'intellect », mais nous avons également des paroles de Cicéron qui définissait l'histoire comme étant le « *magister vitae* ».

Vous avez parlé de la peur, mais il y a aussi la prudence, vertu éminemment historique. On ne peut pas, au nom des leçons de l'histoire, ignorer ce qui différencie profondément les civilisations turque et européenne. On ne peut pas non plus ignorer les différences radicales entre les religions de la Bible et l'Islam.

Pour ce qui est de l'utopie, je constate que vous partez d'une table rase, où il n'y aurait plus de famille, plus de religion dominante et où l'Europe serait entièrement à construire. Or, une des raisons de la table rase européenne pratiquée est précisément l'invasion récente de l'Islam. Serait-il sage d'accentuer cette tendance en implantant dans l'Europe le plus gros bloc musulman de la terre ? Envisager la réconciliation des trois monothéismes relève de l'utopie pure et simple, sauf à entrer dans un syncrétisme aussi vague que mou.

Ce qui me frappe enfin, c'est qu'il n'y a pas de projet politique du côté européen alors qu'il y en a un du côté turc. Les Etats européens sont prêts à accepter la Turquie, mais sans bien savoir ce qui se passera ni ce qu'ils feront ensuite. Au contraire, les Turcs ont un projet précis et ils savent le mener avec une grande habileté diplomatique. Au fur et à mesure des négociations, les Turcs abattront leurs cartes pour impressionner l'opinion publique européenne, étant bien entendu que la définition de l'Europe n'est plus une définition de civilisation, mais une définition institutionnelle ; ils aboliront donc sans doute la peine de mort, reconnaîtront le génocide arménien etc. Les Etats-Unis, ainsi que l'Angleterre, ont eux aussi un projet qui consiste, pour des raisons essentiellement politiques, à favoriser l'entrée de la Turquie.

A cela, seule une réponse politique sous la forme d'un traité, telle que l'a définie M. Jacques de Larosière, permettrait de parer à la catastrophe d'une adhésion pure et simple de la Turquie.

*
* *

Jean-Claude Casanova : Si je comprends bien, vous êtes favorable à la poursuite des négociations. Je suis pour ma part favorable à l'arrêt des négociations pour repartir sur une base différente, en prenant en considération la procédure, le problème de l'identité et celui des finalités.

Sur la procédure : vous déclarez qu'il faut respecter les traités. Certes, mais la France a signé en 1916 un traité avec la Russie qui lui donnait Constantinople ; il n'a pas été respecté. En 1918, à Versailles, Wilson, Clemenceau et Lloyd George se sont entendus pour chasser les Turcs d'Europe, c'est-à-dire de la Thrace, et pour installer des troupes américaines à Constantinople afin de surveiller les détroits ; cela n'a pas été fait, parce qu'Atatürk avait écrasé les Grecs, que nous avions abandonnés après les avoir lancés dans une guerre folle.

Les traités valent donc ce que valent les traités et la décision de faire entrer la Turquie dans l'Europe est, comme l'a indiqué M. le Chancelier honoraire Bonnefous, une décision américaine. Quant à l'habileté politique des Turcs, je ne suis pas certain qu'elle soit aussi grande que le disait à l'instant M. Alain Besançon. Depuis le XVI^e siècle, je ne vois guère de succès enregistrés par la Turquie. La totalité de l'empire ottoman a été perdue. En 1914, les Turcs ont commis une erreur grave, celle de s'allier avec l'Allemagne alors qu'ils étaient alliés avec l'Angleterre. Ils ont évité de répéter cette erreur durant la seconde guerre mondiale en s'alliant avec les Etats-Unis, qui avaient la même politique que l'Angleterre et voulaient bloquer les détroits pour damer le pion à la Russie.

Les Etats-Unis ont donc fait entrer la Turquie dans l'OTAN. Mais en même temps, ils voudraient la faire entrer dans l'Europe. Il y a là un élément d'hypocrisie juridique. Lorsque la Turquie s'apprêtait à entrer dans l'OTAN, les juristes de cette organisation ont estimé qu'il fallait modifier le traité de l'OTAN car la Turquie n'était pas dans l'Europe. Un addendum a été alors rédigé qui indique que le traité de l'OTAN couvre et le territoire de l'Europe et celui de la Turquie. Si les juristes de Bruxelles étaient aussi rigoureux que ceux de l'OTAN, ils auraient proposé la modification de l'article 1 du traité qui dit que l'Europe doit être constituée de pays qui se situent en Europe. Depuis les Grecs, la définition de l'Europe est explicite : n'est en Europe, de la Turquie, que Constantinople et la Thrace, c'est-à-dire 2,5 à 3 % de la superficie de la Turquie.

Il est en outre intéressant de remarquer que les négociations de l'Europe actuelle avec la Turquie ont été entourées d'une discrétion très étonnante dans des sociétés démocratiques. La question turque n'a en effet été discutée par aucun parlement européen. L'actuel président de la République a dit deux fois qu'il souhaitait l'entrée de la Turquie, mais c'était après son élection et l'on peut noter qu'il s'est bien gardé de faire connaître ce souhait durant la campagne électorale. A présent, nous sommes à l'heure de vérité, j'entends par là que la question turque va être débattue par les opinions publiques.

Cela m'amène à la question de l'identité et à celle de la finalité. Pour ce qui est de l'identité, vous êtes au fond un disciple du Victor Hugo qui disait : « Le monde en s'épurant s'élève à l'unité ». C'est une proposition idéaliste admirable. Si en effet on admet que ce qui caractérise les hommes, c'est la nature humaine, les particularités politiques ou les identités n'ont plus qu'à disparaître progressivement. Et si l'on définit l'Europe comme étant essentiellement la démocratie, les droits de l'homme et l'économie de marché, il n'y a aucune raison de ne pas faire entrer la Turquie pour peu qu'elle satisfasse à ces critères. L'idée de la disparition de l'identité est l'idée centrale de la démarche actuelle. Or, il n'y a pas de raisonnement objectif qui permette de s'y opposer. C'est un postulat. Si on voit l'humanité de cette façon, l'Europe s'étendra progressivement à l'ensemble du monde. Le problème est celui de la prudence. Il y a une contre-interrogation philosophique à ce terme d'absence d'identité : est-ce que les hommes peuvent se définir sans identité ?

L'identité, c'est le respect de ce qu'ont été vos pères et vos ancêtres. La vision du futur, ce sont des hommes qui se conçoivent uniquement dans le futur et qui, en quelque sorte, abolissent l'antériorité historique. Je ne sais pas où est la vérité philosophique, mais la prudence me pousse à envisager les risques. Ce que nous savons de l'histoire humaine nous montre qu'individuellement les hommes se définissent par l'identité, c'est-à-dire qu'ils savent ce qu'ils sont et qu'ils savent en

quoi ils sont différents des autres. Nous savons aussi historiquement que les peuples se définissent par l'identité. Mais nous ne savons pas si ça durera.

Le second problème est celui de la finalité. On l'a dit, Jörg Haider est partisan de l'entrée des Turcs. Mes amis conservateurs britanniques les plus hostiles à l'Europe sont tous des partisans acharnés de l'entrée de la Turquie. Je ne connais pas un Anglais anti-européen qui ne soit partisan de l'entrée de la Turquie. Cela tient bien évidemment à la finalité qu'ils assignent à l'Europe, finalité très différente de celles des autres Européens. Je citerai à ce propos un texte extrait des *Mémoires d'espoir* de De Gaulle en 1970, par lequel il définit l'Europe: « Pour moi, j'ai tout le temps, mais aujourd'hui plus que jamais, ressenti ce qu'ont en commun les nations qui la peuplent [l'Europe]. Toutes étant de même race blanche, de même origine chrétienne, de même manière de vivre, liées entre elles depuis toujours par d'innombrables relations de pensée, d'art, de science, de politique, de commerce, il est conforme à leur nature qu'elles en viennent à former un tout ayant au milieu du monde son caractère et son organisation. C'est en vertu de cette destination de l'Europe qu'y régnèrent les empereurs romains, que Charlemagne, Charles Quint, Napoléon tentèrent de la rassembler [...] ». On voit bien que pour De Gaulle l'identité et la finalité se confondent.

Toute la question consiste donc à savoir s'il y aura une identité politique réelle dans une Europe comportant 100 millions de Turcs, culturellement et historiquement hétérogènes à l'Europe, en laissant de côté les problèmes de religion – qui n'ont du reste pas d'importance pour les Albanais, peu nombreux et qui n'ont pas hésité, quoique musulmans, à prendre pour drapeau national un drapeau des croisades !

J'ai le sentiment que la bonne solution aurait été de dire aux Turcs : « Nous aurons avec vous un traité spécifique en raison de votre place spécifique dans le monde ». Il vaudrait mieux ne pas se soucier des traités antérieurs et entamer une négociation franche et sincère avec nos amis turcs.

*
* *

Bernard Bourgeois : On pourrait dire de votre communication qu'il s'agit d'un plaidoyer pour l'entrée de la Turquie. On pourrait dire aussi qu'il s'agit d'un réquisitoire contre l'Europe telle qu'elle s'est faite. Je n'adhère personnellement à aucune de ces assertions. Il me semble que vous avez demandé quelle réponse on peut apporter à la question de l'éventuelle entrée de la Turquie, compte tenu de la façon dont l'Europe s'est faite jusqu'à aujourd'hui.

Après les élargissements de l'Union européenne, l'Europe ne peut vraiment plus se définir par un passé commun étroit. Les différences sont trop considérables. Pour se définir, l'Europe, ne pouvant plus se tourner vers le passé, doit se tourner vers l'avenir et se définir par un vouloir commun. Renan définissait une nation en la renvoyant à son passé commun. Je crois qu'il faut tout autant définir la nation en la renvoyant à un avenir commun.

Mais l'Europe a défini son vouloir commun de façon extrêmement lâche. L'Europe pour s'unir ? C'est du narcissisme, c'est du formalisme. On s'unit pour un objectif commun. Lequel ? Pascal Lamy nous a dit ici que le seul projet à la dimension de l'Europe, c'est d'être un facteur efficace d'unification du monde. La mission de l'Europe consisterait donc à pacifier le monde. Cette volonté se retrouve dans les critères que constituent les droits de l'homme, la démocratie, le libre marché. Ils définissent l'Europe de façon telle qu'elle pourrait avoir sa géographie partout dans le monde. Le slogan « l'Europe aux Européens », calqué sur « l'Amérique aux Américains », ne pourrait donc à mon sens s'appliquer à l'Europe que si elle renonçait à être ce qu'elle a toujours voulu être : le continent de l'universel. Voilà pourquoi je pense qu'ont vocation à l'Europe, telle qu'elle s'est constituée, tous les pays candidats qui répondent aux critères déjà cités.

*
* *

Jean Tulard : Il me semble qu'à travers cette communication, c'est l'Islam qui est au cœur du problème. J'aurai deux questions. Premièrement, combien y a-t-il, en proportion de la population, d'islamistes en Turquie ? Deuxièmement, combien y a-t-il, proportionnellement à la population, de musulmans en France ? Je crains que le chiffre répondant à la seconde question ne soit supérieur à celui répondant à la première.

*
* *

Réponses :

Je n'ai pas du tout essayé de faire un plaidoyer en faveur de l'adhésion de la Turquie. La question ne se pose en effet pas en ces termes aujourd'hui. Si un référendum a lieu, ce ne sera pas avant douze ou treize ans.

Je ne partage pas l'avis de Jean-Claude Casanova qui estime que nous arrivons à l'heure de vérité. Celle-ci viendra dans n années, s'il y a un traité, le jour où il faudra le ratifier. J'ai rappelé que dans les critères politiques d'extension de l'Union européenne il convenait d'inclure le temps nécessaire pour assimiler chaque étape, de répondre aux critères objectivement définis pour faire valoir sa candidature et d'obtenir une ratification par tous du traité qui pourrait être signé à la fin du processus. Si l'on veut bien tenir compte de ces observations, on constatera que la probabilité que la Turquie entre un jour dans l'Union européenne est, à la date d'aujourd'hui très faible. Ne nous battons donc pas aujourd'hui sur une question qui ne se pose pas.

La question est beaucoup plus de savoir quelle est aujourd'hui la meilleure façon de procéder. Faut-il effectivement assumer les conséquences de quarante ans de diplomatie ou faut-il décider de passer tout cela par pertes et profits et de repartir sur des bases nouvelles ?

Je vous remercie d'avoir bien vu que je faisais un exposé ouvert en essayant de poser le plus objectivement possible les données du problème.

Bernard Bourgeois a bien fait de poser le problème dans toute son ampleur. Oui, nous sommes aujourd'hui prisonniers de l'Europe telle qu'elle s'est faite. On peut certes définir l'Europe comme l'a fait Alain Besançon. Mais il s'agit d'une opinion personnelle. Les réalités sont autres. Il n'existe en effet aucun texte qui définisse le projet européen. Si le projet européen était celui de Jean Monnet ou de Robert Schuman, on n'aurait jamais dû laisser entrer la Grande Bretagne. Mais ne débattons pas aujourd'hui là-dessus puisque la Grande Bretagne est dans l'Union européenne. Je pense, dans le même ordre d'idées que c'était une erreur de faire entrer la Grèce dans les conditions qui étaient celles des années 70. Mais aujourd'hui la Grèce est dans l'Union européenne et elle est favorable à l'entrée de la Turquie. Une autre grave erreur a été à mon sens de faire entrer Chypre avant la résolution du problème chypriote. Autant que je sache, ce sont les Grecs qui ont envahi Chypre et qui ont fait un coup de force. Ce ne sont pas les Turcs qui ont rejeté le référendum, mais les Grecs. Toujours est-il que l'Europe est ce qu'elle est et qu'aucun texte n'en fixe la définition.

Pour ce qui est de la notion de civilisation, mes fréquents déplacements dans tous les pays d'Europe ne me font pas apparaître que les pays orthodoxes soient beaucoup plus proches de nous que la Turquie.

La seule définition qui ait jamais été donnée est celle correspondant à l'esprit français, c'est-à-dire une définition usant de formules aussi universelles que possible, et donc dégagées de toute référence explicite à la géographie et à l'histoire.

Néanmoins, il me semble que la pression à l'élargissement va diminuer. Supposons que la Russie fasse acte de candidature. Nous serions bien embarrassés. Beaucoup de gens pensent en effet que la Russie, au nom de la civilisation, fait partie intégrante de l'Europe. Que ferait-on ? On dirait sans doute aux Russes exactement ce que l'on dit aux Turcs : il y a des conditions définies par les critères de Copenhague. On enverrait alors des centaines d'inspecteurs jusque dans les villages, comme on le fait en Turquie. Qui pourrait penser un instant que le gouvernement russe accepterait de se soumettre à ces contrôles ? Le même phénomène se produirait a fortiori si jamais un pays arabe faisait explicitement acte de candidature.

La difficulté bien réelle que nous avons est que nous avons construit l'Union européenne pas à pas sans avoir jamais précisé ce que nous voulions exactement. Je suis bien entendu très sensible à tous les arguments historiques qui ont été avancés. Mais enfin, peut-on encore évoquer 1683 et la guerre aux portes de Vienne ? J'y pensais en voyant le Chancelier Schröder et le Président Jacques Chirac hier pour les commémorations du débarquement de 1944. Si l'on a pu se réconcilier totalement après soixante ans, après tant d'horreurs, comment pourrait-on encore se déchirer après plus de trois siècles ?

Pour conclure, nous avons sur le plan politique immédiat toute une série de difficultés, que M. Alain Plantey a clairement énumérées. Je crois que les hommes politiques aujourd'hui marchent sur des œufs car ils doivent choisir entre des inconvénients – soit en risquant d'avoir maille à partir avec leurs opinions publiques s'ils se montrent trop précis, soit en créant une très grave crise interne en Turquie s'ils ne le sont pas assez. Si les Turcs avaient le sentiment qu'on les rejette alors qu'ils auraient modifié leur constitution et que l'armée aurait perdu le rôle de contrepoids qu'elle joue encore à l'heure actuelle, des forces islamistes pourraient prendre le pouvoir le plus légalement du monde. Pour bien traiter la question turque, il ne suffit pas de regarder en arrière. Il faut avoir l'esprit prospectif.

*

* *